



**ALLOCUTION
AU
FORUM DES GOUVERNEURS
SUR
LA SIXIÈME AUGMENTATION GÉNÉRALE DU CAPITAL
DE LA
BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT**

Donald KABERUKA
Président de la Banque africaine de développement

TUNIS, 12 février 2010

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,
Mesdames, Messieurs,

Bonjour.

1. Je suis heureux de vous accueillir à Tunis de constater la présence ce matin de tant de nos honorables Gouverneurs. Je vous remercie d'avoir fait le déplacement en dépit de vos calendriers de travail chargés à cette époque de l'année. Votre présence témoigne de l'importance que vous attachez à ces consultations. Je joins ma voix à celle du Président du Conseil des gouverneurs pour remercier le gouvernement et le peuple tunisiens pour le soutien et l'hospitalité qu'ils ne cessent de nous accorder, et qui se manifestent à chaque fois que nous organisons des événements majeurs de ce genre.
2. Avant la crise financière et économique, le Groupe de la Banque avait méthodiquement élaboré une Stratégie à moyen terme (SMT) traçant la voie qu'il entendait suivre dans les années à venir. Cette stratégie ne prévoyait pas d'augmentation générale du capital (AGC) avant 2013 au plus tôt. Elle supposait une forte croissance continue dans la plupart des pays africains et un rôle d'appui de la Banque à cette croissance à travers l'amélioration des infrastructures, le développement du secteur privé, le renforcement des institutions et l'accélération de l'intégration économique.
3. Lorsque notre continent à son tour été atteint par les turbulences de l'économie mondiale, nous avons dû innover pour aider nos pays à en atténuer et réduire au minimum l'impact. La Banque a réagi rapidement et efficacement aux demandes des pays membres régionaux, ce qui leur a permis de maintenir des investissements cruciaux et d'atténuer les effets les plus dévastateurs de la crise. Mes proches collaborateurs vous donneront de plus amples précisions à cet égard.

4. Le G20 a invité les Banques multilatérales de développement (BMD) à jouer un rôle contra-cyclique. Nous l'avons fait. Mais, la forte augmentation de la demande nous a contraints d'utiliser nos ressources beaucoup plus vite que prévu dans la SMT. Dès lors, il est devenu évident que l'AGC, qui n'était pas envisagée avant 2013, devait intervenir plus tôt pour nous afin de respecter nos ratios prudentiels. À défaut d'une AGC, il aurait fallu réduire drastiquement nos opérations, aussi bien souveraines que non souveraines, solution non souhaitable vu l'ampleur des besoins de l'Afrique.
5. En ce qui concerne le FAD, notre démarche a pour l'essentiel été la même : nous avons concentré les engagements en début de période, restructuré les portefeuilles pour libérer des ressources supplémentaires, et amélioré les taux de décaissement.

Pour les mêmes raisons, nous avons déjà entamé les discussions sur la Douzième reconstitution des ressources du FAD (FAD-12). Nous comprenons parfaitement les difficultés du moment. Pratiquement toutes les BMD sont en quête de capitaux supplémentaires et cherchent à reconstituer leurs guichets concessionnels, tout comme les fonds verticaux internationaux.

Au sortir des présentes consultations, il nous faudra une voix forte pour exposer clairement notre cas et nos attentes. Notre banque a déjà prouvé qu'elle savait être réactive, flexible et un partenaire de choix, aussi bien en temps normal qu'en temps de crise.

6. Ces consultations prendront en compte ce dont l'Afrique a besoin pour maintenir le cap. En outre, dans le cadre des discussions relatives à l'AGC comme au FAD-12, il convient de ne pas perdre de vue le coût du changement climatique pour l'Afrique, de manière à lui permettre de s'adapter à des conditions climatiques de plus en plus hostiles. Presque tous nos pays sont confrontés au défi majeur de l'énergie : comment combler l'énorme déficit énergétique en Afrique, tout en produisant moins de carbone.

Les sources de financement pour le climat et l'architecture internationale n'ont pas encore fait l'objet d'un accord, mais je voudrais, en votre nom à tous, dire toute notre gratitude au Premier ministre Meles Zenawi qui, à Copenhague, a préconisé qu'au moins 50 % des ressources supplémentaires aillent à l'Afrique et soient gérées par la Banque africaine de développement.

7. À moins égards, la Banque et ses actionnaires se trouvent à la croisée des chemins. Il est temps de prendre les mesures qui s'imposent pour soutenir la reprise et redonner de l'impulsion à la croissance. La Banque a démontré sa capacité à innover. Elle porte un intérêt stratégique clair à un certain nombre de domaines prioritaires où elle possède ou s'emploie à acquérir un avantage comparatif. Elle continue de faire preuve de savoir-faire. Bref, nous avons montré que nous pouvons produire des résultats.

Nous voulons faire davantage pour aider l'Afrique à redémarrer et à retrouver l'élan qui était le sien au début de cette décennie. C'est pourquoi nous devons procéder maintenant à l'analyse de nos besoins en capitaux. Juste un petit exemple qui a néanmoins toute son importance. À la Banque, nous sommes fermement convaincus que nous devons servir de chef de file pour l'intégration régionale en Afrique. C'est l'un de nos domaines prioritaires. Il me plaît de signaler que nous sommes déjà la principale source de financement pour l'intégration régionale en Afrique, avec un investissement de près de 9 milliards de dollars au cours des neuf dernières années.

8. Nombre de pays régionaux bailleurs de fonds ont entrepris des programmes de relance économique massive et sont désormais confrontés à l'impérieuse nécessité de procéder à des assainissements ou des réductions budgétaires. Dès lors, il n'est guère surprenant que ces principaux donateurs fassent un tour d'horizon du système international pour apprécier les avantages comparatifs des différentes offres. Mais ils veulent aussi connaître le point de vue des clients. Ils veulent entendre la priorité que vous accordez à cette

Banque, à l'investissement dans cette Banque comme institution africaine prêtreur de choix, enjeu dont je sais qu'il vous tient à cœur et que vous allez, je n'en doute pas un instant, réaffirmer aujourd'hui.

Excellences Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

9. C'est donc encore une fois avec beaucoup de joie et de fierté que je vous accueille ce matin à Tunis et vous souhaite chaleureusement la bienvenue. Merci d'avoir accepté de réaménager vos calendriers respectifs que je sais par définition très chargés, pour venir aussi nombreux. Permettez-moi de vous rappeler cette autre rencontre, le 12 novembre 2008, ici même à Tunis, au début de cette crise financière. Ce jour-là, accompagnés de vos gouverneurs de banque centrale, vous avez adopté des mesures de riposte communes africaines pour faire face à la crise financière et économique mondiale qui sévissait.
10. Mieux, vous avez décidé de constituer un comité de dix ministres des Finances et de gouverneurs de banque centrale, pour approfondir vos pertinentes décisions. Il s'agissait alors de permettre à l'Afrique de faire entendre sa voix dans le monde.
11. Cette fois-ci, vous allez parler de l'augmentation générale du capital de votre Banque, avec pour objectif de lui permettre de répondre aux besoins nouveaux de financement qu'exige la relance économique en Afrique.

Excellences Mesdames et Messieurs les Gouverneurs

12. Je voudrais à ce stade vous redire toute ma satisfaction et ma profonde reconnaissance et souhaite plein succès à vos travaux.